

Burundi : Deux journalistes violemment agressés en moins de 24 heures

@rib News, 27/04/2013 Deux journalistes burundais, dans le sillage de la résistance contre une loi de la presse votée par le Parlement, ont été agressés dans un intervalle de moins de 24 heures dans la capitale burundaise, Bujumbura. Il s'agit de Willy Abagenzinikindi et Patrick Pagio. La première victime, Willy Abagenzinikindi, est reporter de la Radio Télévision Renaissance (privée) de Bujumbura. Il a été attaqué chez lui par des hommes armés dans la nuit de jeudi à vendredi. « Ils étaient armés de fusils, de machettes et de gourdins », a déclaré le journaliste Willy, quelques heures après l'agression. La victime souligne qu'il a reçu un coup de machette sur son bras et présente une série de blessures sur son corps, de même que son colocataire qui a reçu un coup de machette sur sa tête. Selon lui, ces malfaiteurs cherchaient la cassette d'un reportage qu'il venait d'effectuer dans la province de Mwaro (centre du Burundi), lors des activités des organisations de la société civile. « Je venais d'un reportage à Mwaro. Ils sont venus dans ma maison armés, ce sont allés dissuader les amis et les proches qui vivent tout près et un autre groupe a défoncé la porte de la maison. Ils m'ont demandé mon ordonnateur, mais il n'était pas chez moi. Ils ont pointé le canon des fusils sur la tête et les cassettes de mon reportage », a raconté la victime. « C'est une attaque liée à sa fonction de journaliste car les agresseurs ont exigé les cassettes de son reportage », a déclaré le président de l'Union Burundaise des Journalistes (UBJ), Alexandre Niyungeko, en visite chez la victime. Nous demandons le délit des enquêtes pour savoir qui sont les agresseurs et les traduire devant la Justice, a demandé le président de l'UBJ. Un autre journaliste fusillé par la police et les agresseurs de Willy Abagenzinikindi n'ont pas été identifiés, et bien celui qui a tiré le journaliste Patrick Pagio, de RPA ce samedi matin est connu. « Il a été fusillé par un policier de la Gare Routière. C'est un policier de la position Gare Routière », ont déclaré les médias privés ce samedi dans l'attente de la matinée. Alors qu'il se déplaçait en victime a vu des policiers en train de demander à chaque cycliste qui emprunte la chaussée de la Gare Routière une somme de 200F et est descendu pour demander pourquoi, la Police n'ayant pas autorisé par la loi de recevoir des amendes. Les policiers n'ont pas voulu répondre est l'un d'eux est allé prendre un fusil et a tiré sur lui, en le blessant gravement. Il reçoit actuellement des soins intensifs à l'hôpital Militaire de Bujumbura. Le journaliste a été reconnu par les passants qui ont vite alerté sa radio. C'est cette radio qui a appelé un véhicule pour le transporter à l'hôpital. Les agressions s'inscrivent dans une série d'intimidations et de menaces orchestrées ces derniers jours par le pouvoir en place. Les menaces sont dirigées, non seulement contre les journalistes, mais aussi contre les membres des partis de l'opposition, la société civile et même les membres du parti CNDD-FDD qui sont contre la candidature éternelle de Nkurunziza à la prochaine présidentielle. Les médias burundais sont broyés par le rouleau compresseur du diktat au pouvoir depuis 2005 au Burundi. Alors que les médias, la société civile, la communauté internationale et autres appellent le Gouvernement à ne pas harceler les médias, les deux chambres du Parlement burundais ont voté pour le musélement des journalistes burundais. Une loi qualifiée de « liberticide » par le syndicat des professionnels des médias a été votée. Ce projet de loi, décrié même par la Belgique et l'Union Européenne, principaux bailleurs du Burundi, consacre la révocation des sources, impose des grosses amendes (plus de 6.000USD) et des niveaux académiques imposants pour être journaliste dans un pays où les députés n'ont même pas un niveau pour comprendre les lois votées. Des organisations telles HRW, Amnesty International, les Nations Unies et l'Union Européenne se sont montrées inquiètes par cette loi qui attend sa promulgation par le président Nkurunziza. Ce dernier veut faire taire tout le monde pour qu'il brigue un troisième mandat, contrairement à l'esprit des Accords d'Arusha pour la paix et la réconciliation, et de la Constitution, limitant à deux mandats seulement la période de la tête du pays. [JMM]